

Brochure n° 3008

Convention collective nationale
IDCC : 733. – DÉTAILLANTS EN CHAUSSURES

AVENANT N° 75 DU 24 MARS 2014
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} MAI 2014

NOR : ASET1450712M

IDCC : 733

Entre :

La FDCF,

D'une part, et

La FNECS CFE-CGC ;

La FS CFDT ;

La FS CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Réévaluation de la grille des salaires minima
de la branche professionnelle « commerce de détail de la chaussure »*

Le barème des salaires minima garantis des employés, objet de l'annexe II de la convention collective nationale du 27 juin 1973, est revalorisé. Il se trouve modifié de la façon suivante et sera applicable à compter du 1^{er} mai 2014.

Barème des salaires minima des employés

(En euros.)

CATÉGORIE	SALAIRE (avenant n° 74 du 14 septembre 2012 pour 151,67 heures)	SALAIRE (avenant n° 75 du 24 mars 2014 pour 151,67 heures)
1	1 430,22	1 459,00
2	1 442,00	1 470,00
3	1 447,00	1 475,00
4	1 457,00	1 485,00
5	1 483,00	1 512,00
6	1 514,00	1 540,00

CATÉGORIE	SALAIRE (avenant n° 74 du 14 septembre 2012 pour 151,67 heures)	SALAIRE (avenant n° 75 du 24 mars 2014 pour 151,67 heures)
7	1 550,00	1 575,00
8	1 580,00	1 610,00
9	1 610,00	1 650,00

La prime d'ancienneté se calcule sur les minima (colonne 1) à raison de 3 %, 6 %, 9 %, 12 % et 15 % pour respectivement 3 ans, 6 ans, 9 ans, 12 ans et 15 ans de présence dans l'entreprise.

Article 2

Date d'effet

Le présent avenant prendra effet au 1^{er} mai 2014.

Article 3

Formalités

Le présent avenant sera établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et pour être déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris ainsi qu'un exemplaire au greffe du conseil des prud'hommes de Paris, conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail.

Les parties signataires s'engagent à effectuer toutes les formalités de dépôt et à demander l'extension du présent avenant auprès des services du ministère du travail, ministère compétent en la matière.

Fait à Paris, le 2 avril 2014.

(Suivent les signatures.)